L'Humanité

Générations Mumia

GAËL DE SANTIS

LUNDI, 2 MAI, 2016

Photo : Denis Meyer

Le Comité Mumia de Saint-Denis, le Collectif national «Libérons Mumia » et la municipalité de Saint-Denis ont célébré le 10e anniversaire de la rue Mumia Abu-Jamal, en soutien avec le militant noir américain emprisonné depuis trente-cinq ans.

Le frère de Mumia Abu-Jamal et des militants contre le peine de mort aux États-Unis, de passage en France pour les dix ans de la rue portant le nom de l'ancien condamné à mort à Saint-Denis, racontent leur combat.

Certains étaient là il y a dix ans, telle Suzanne Ross. D'autres, comme Keith Cook, le frère de Mumia, étaient venus il y a cinq ans. Certains membres de la délégation des soutiens américains de Mumia Abu-Jamal venaient pour la première fois à Saint-Denis, en région parisienne. Mais tous étaient émus, samedi, en revoyant ou en découvrant la plaque de rue portant le nom de l'ancien condamné à mort. Cela fait dix ans, en effet, que la voie porte le nom du journaliste noir américain qui continue de clamer son innocence. Une cérémonie était organisée, dimanche, pour continuer de mobiliser et « rendre hommage au combat de la Voix des sans-voix », selon les termes de Didier Paillard, maire communiste de la ville. « La plaque a été vandalisée à sept reprises », a rapporté ce dernier, avant de rappeler les démarches des élus de l'État de Pennsylvanie ou des sénateurs pour faire débaptiser la rue. Les militants états-uniens, pour qui Mumia Abu-Jamal est un « prisonnier politique », ont félicité la Ville de Saint-Denis d'avoir tenu bon, car le combat continue pour« Mumia, qui est un symbole de justice, de résistance et de liberté. Son histoire dit ce qu'est être un combattant de la liberté ! » a clamé Marylin Zuniga, enseignante licenciée pour avoir évoqué Mumia Abu-Jamal avec ses élèves. Aujourd'hui, Mumia

Abu-Jamal n'est plus condamné à mort, la justice ayant reconnu qu'il n'avait pas eu droit à un procès régulier, mais il purge une peine de prison à vie. Et il continue de lutter contre la maladie, l'hépatite C qui le ronge depuis un an, et contre l'administration pénitentiaire qui lui refuse, comme à des milliers d'autres détenus, l'accès aux soins. À deux reprises, Mumia a échappé à l'exécution, mais pour les membres de la délégation, « ses ennemis ne renoncent pas à le faire taire et cherchent à le tuer par négligence médicale ».

Keith Donnell Cook, frère de Mumia Abu-Jamal, directeur pour le 8e district de l'Association des gens de couleur (NAACP) de Caroline du Nord. Keith Donnell Cook a les traits de son frère, Mumia Abu-Jamal. Et si celui-ci est devenu ce qu'il est, c'est un peu grâce à lui. « Wesley (le vrai nom de Mumia – NDLR) a un frère jumeau, William. Alors ma mère demandait à ma sœur, qui est morte aujourd'hui, de s'occuper de l'autre. Moi, je m'occupais de Mumia. Je devais l'emmener partout, quand j'allais au basket ou ailleurs… » Onze ans les séparent. Aujourd'hui, « mes parents et ma sœur s'en sont allés. J'ai promis à mon frère de lui rendre visite une fois par mois. Je ferai tout ce que Mumia a besoin que je fasse ». Quand il travaillait, Keith D. Cook ne pouvait pas vraiment s'occuper de son cadet. Il faut dire qu'il a passé vingt-six ans dans l'armée. Mais depuis, il est l'un des premiers militants de la cause. Il est déjà venu en France. Il est allé au Mexique, pour des initiatives en faveur de son frère. Il s'est ainsi rendu compte que « pour ses soutiens, Mumia représente le fait de ne jamais lâcher ». Ses soutiens sont importants pour Mumia. « Il me dit qu'il sent l'amour de ceux qui luttent pour lui », explique Keith. Il vit pourtant loin de son frère, reclus en Pennsylvanie. Il réside à Hillsborough, en Caroline du Nord. « Je suis le seul de la famille à ne pas être né au Nord, en Pennsylvanie. À la retraite, je souhaitais aller dans un endroit plus chaud », raconte-t-il. Bien qu'en retraite, il a beaucoup à faire en tant que dirigeant local de l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur (NAACP).

Suzanne Ross, représentante des parents et amis concernés par Mumia (International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal). La détention de Mumia Abu-Jamal est longue, trop longue. Au point de mobiliser plusieurs générations. « Dans ma famille, on en est à la troisième », fait valoir Suzanne Ross. Tant sa fille que sa petite-fille se battent pour la libération de la Voix des sans-voix. Discuter avec Suzanne Ross, c'est se plonger dans l'histoire sociale et politique des États-Unis. Dans les années 1960, elle s'engage contre la guerre de Vietnam. Celle-ci finie, Suzanne Ross choisit de poursuivre son combat anti-impérialiste en se tournant vers des mouvements « plus radicaux ». À l'époque, la question noire bat son plein dans le pays, où certains militants se regroupent dans le Parti des panthères noires. Parallèlement, John Edgar Hoover lance le Programme de contre-intelligence (Cointelpro), visant à réprimer les militants subversifs. Certains seront tués ; d'autres, plus chanceux, emprisonnés. Tout en exerçant son métier de psychoclinicienne, Suzanne Ross prend la défense des « prisonniers politiques », ceux qui défendent la cause des Noirs, des Amérindiens ou de l'indépendance de Porto Rico. « Quand on voit les leaders d'un mouvement tués ou emprisonnés, cela rend difficile de combattre pour la justice aux États-Unis », déplore-t-elle, d'où son combat. Une douzaine d'activistes croupissent encore derrière les barreaux. Dès le début des années 1980, elle prend fait et cause contre

l'exécution de Mumia. Et, aujourd'hui, poursuit le combat pour l'accès aux soins de celui qui est un symbole d'émancipation pour trois générations de militants.

Marylin Nevada Zuniga, institutrice licenciée. Elle n'a que vingt-six ans, mais Marylin Nevada Zuniga a déjà été licenciée pour son engagement en faveur de Mumia Abu-Jamal. Ce dernier souffre d'une hépatite C, et comme de nombreux prisonniers en Pennsylvanie, il n'a pas accès aux soins. En apprenant son sort, les élèves de Marilyn, âgés de huit ou neuf ans, lui ont demandé de pouvoir écrire des lettres de « bon rétablissement » à Mumia. « Elles étaient émouvantes, avec de belles illustrations », sourit la jeune femme qui trouve le moyen de faire parvenir les missives à leur destinataire. On est en avril 2015, et quand le bureau scolaire apprend les faits, elle est licenciée. Une manifestation de soutien de deux cents personnes ne fait pas le poids face à la campagne contre elle sur les réseaux sociaux ou sur la chaîne conservatrice Fox News. Marylin Zuniga, de famille péruvienne, parlait espagnol à la maison. « Mon expérience de l'école a été terrible. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu devenir enseignante », raconte cette passionnée par son métier. À Paris, dans un échange avec l'adjoint de Saint-Denis à l'enseignement, David Proult, vendredi, on la voyait s'enquérir de la lutte contre les inégalités dans le système scolaire français. Comme beaucoup de jeunes de son âge, elle en est venue à connaître Mumia en s'intéressant à la tradition radicale noire états-unienne, suite au meurtre de Trayvon Martin, un jeune noir-américain, par la police. Aujourd'hui, la jeune femme travaille pour le Projet Sadie Nash pour le leadership, qui intervient auprès de lycéennes. Elle devrait retrouver une classe l'an prochain en Californie, loin d'où elle vit actuellement.

Estela Vasquez, vice-présidente exécutive de 1199SEIU (Syndicat international des employés de service). Aux États-Unis, la cause de Mumia Abu-Jamal mobilise aussi les syndicats. « Notre rôle n'est pas uniquement de combattre sur le lieu de travail. Nous agissons dans notre communauté pour la justice sociale, économique et politique », explique Estela Vasquez, vice-présidente exécutive de 1199SEIU, syndicat fort de 400 000 membres sur la côte Est. Fondé en 1932, pendant la grande crise, « SEIU a été le premier syndicat à nous engager contre la guerre au Vietnam (...) On disait de nous que nous étions le syndicat favori de Martin Luther King », sourit la syndicaliste. Son organisation, qui syndicalise dans les hôpitaux ou chez les aides aux personnes âgées, est, au vu du profil de ses membres, en pointe sur les droits des minorités et « des migrants », ou en matière de lutte contre « la brutalité policière ». « Nous avons des publications en huit langues », fait valoir Estela Vasquez, née en République dominicaine, et qui a débarqué à New York quand 45 000 marines sont venus occuper son pays à la suite d'un coup d'État en 1975. Depuis 1986, elle est « organisatrice » pour SEIU. Le syndicat s'est engagé dès le début pour éviter l'exécution de Mumia Abu-Jamal. « On a fait connaître son cas. On parle de lui dans nos réunions. Il y aura un compte rendu de notre visite en France dans la publication du syndicat, nous dit-elle. Nous sommes aux côtés de Mumia car nous sommes tous victimes d'un système politique qui n'a que le profit pour principe. »